

Initiatives ministérielles

M'adressant à l'assemblée législative de la Colombie-Britannique pour reprocher au gouvernement d'emprunter à l'étranger, je rappelais à mes collègues le discours que l'honorable Herbert Anscombe, ministre provincial des Finances, avait prononcé presque 50 ans avant et dans lequel il avait mis la Colombie-Britannique et les gouvernements canadiens en garde contre les emprunts à l'étranger. Éventuellement, ces prêts doivent être remboursés, non pas en devises canadiennes, mais bien en produits canadiens. Il faut que nos exportations soient plus fortes que nos importations, sinon nous serons toujours déficitaires. Notre dette étrangère augmentera forcément si nous ne commençons pas à exporter plus et à importer moins.

La valeur croissante du dollar canadien, résultat direct des taux d'intérêt élevés, nous oblige à emprunter davantage à l'étranger. C'est exactement ce que nous faisons ces temps-ci et ce n'est guère rassurant pour l'avenir.

J'ai dit plus tôt que le gouverneur de la Banque du Canada—lui qui a admis son échec dans sa lutte pour ramener l'inflation à zéro—avait reçu une hausse de traitement de 35 p. 100 sur trois ans. C'est cet homme qui demande aux Canadiens de se serrer la ceinture!

Les directeurs du CN ont eu une augmentation moyenne de 18,7 p. 100 pour un an, mais n'empêche qu'ils s'attendent que leurs employés s'en tiennent à de modestes demandes salariales. En fait, ils ont recouru au pouvoir du Parlement pour s'assurer que leurs employés ne toucheraient qu'une augmentation annuelle de 4,5 p. 100. Cela suffit pour les simples travailleurs, mais pour ceux qui les encadrent et les surveillent, il fallait 18,7 p. 100 en un an. Après cela, ils ont le culot de demander aux travailleurs de tenir bon et d'être prudents.

Le ministre des Finances a laissé entendre que ce sont les politiques mises en oeuvre au Canada à la fin des années 1970 et au début des années 1980 qui nous ont précipités dans la récession de 1982-1983. Mais où était donc le ministre à cette époque? Ignore-t-il que le Canada n'a pas été le seul pays du monde à connaître cette récession? Pratiquement tous les pays de l'Occident ont alors traversé une grave récession.

La politique du Canada n'était pas d'entraîner le reste de l'Occident dans une récession. La récession était bien attribuable à des politiques économiques, mais tous les pays suivaient sensiblement les mêmes et nos problèmes au Canada n'étaient pas attribuables à des mesures purement canadiennes. La Colombie-Britannique a eu des difficultés parce que les Américains ont cessé de cons-

truire des maisons et donc, d'acheter notre bois. L'Ontario a eu des difficultés parce qu'ils ne construisaient plus autant d'automobiles qu'avant et qu'on ne leur vendait pas autant de pièces qu'avant. L'Est était en difficulté parce que notre minerai, notre bois, nos pâtes et notre papier ne se vendaient plus aussi bien. Notre économie est tributaire de nos exportations et celles-ci ont été sérieusement réduites pendant la période en cause parce que nos clients n'achetaient plus. La récession n'avait absolument rien à voir avec les programmes que nous avons mis en oeuvre au Canada.

Certes, nous aurions pu faire plus pour nous-mêmes que nous n'avons fait, mais la grave récession que nous avons connue n'était que la conséquence de la récession qui a frappé tout l'Occident. Nous nous dirigeons maintenant dans la même direction. Le gouverneur de la Banque du Canada et le ministre des Finances semblent convaincus que c'est la voie que nous devons prendre. Ils croient sans doute qu'en rendant la situation économique si désastreuse, peu importe ce qui arrivera après, les gens penseront que leur situation s'améliore.

Le ministre des Finances avait prévu dans son budget que les taux d'intérêt seraient de 11 p. 100 cette année. Je me demande s'il s'en souvient. Selon les derniers chiffres de la Banque du Canada dont je me rappelle, le taux s'établit à 13,77 p. 100. Il est très compréhensible que l'inflation résulte de la TPS, qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1991. Le gouvernement veut à tout prix empêcher les travailleurs de maintenir leur pouvoir d'achat en dépit de l'inflation.

En général, ce n'est pas le cas depuis quelques années, sauf pour les travailleurs les mieux rémunérés. Eux s'en sortent très bien, mais le salaire des travailleurs des chaînes de production n'a pas suivi le rythme de l'inflation. Or, M. Crow et le ministre des Finances veulent que cet écart s'élargisse. Ce n'est pas ainsi que le Canada sera prospère. Il ne faut pas accroître le chômage.

J'ai précisé tout à l'heure les répercussions du libre-échange à ce chapitre. L'une des raisons pour lesquelles nous, néo-démocrates, avons eu de si bons résultats en Colombie-Britannique et surtout dans l'Île de Vancouver, tient au fait que nous avons parlé du libre-échange. Nous avons précisé que l'Accord de libre-échange, l'accord Mulroney—Reagan, tendait notamment et surtout à améliorer la balance commerciale des États-Unis.

Leur balance commerciale était nettement déficitaire face au Canada. Les États-Unis importaient beaucoup plus du Canada qu'ils ne nous vendaient, et ils n'appréciaient pas cela. Ils éprouvaient des difficultés, et ils